COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONSEIL DU 30 JUIN 2017

Le vendredi 30 juin 2017, convocation du Conseil Municipal de Ligny en Cambrésis, pour le 23 juin 2017 et dont l'ordre du jour portait sur

- 1- Avis conforme de la commune de Ligny-en-Cis pour contracter un emprunt par le CCAS
- 2- Participation aux frais de scolarité des élèves de Haucourt-en-Cambrésis
- 3- Suppression de poste : Brigadier Chef de Police Municipale
- 4- Création d'un poste d'Agent Spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles
- 5- Suppression de poste d'Adjoint technique Principal de 2^{ème} classe
- 6- Choix du prestataire de la restauration scolaire 2017/2018
- 7- Tarif ticket restauration scolaire 2017-2018 : participation des familles
- 8- Tarif ticket de garderie matin et/ou soir - rentré scolaire 2017-2018 : participation des familles
- 9- Offre d'achat pour l'immeuble communal sis rue Faidherbe
- 10- Règlement des cavurnes au cimetière communal
- 11- Approbation de la modification simplifiée du PLU
- 12- Admission en non-valeur
- 13- Acceptation de dons et legs
- 14- Subvention à l'association Les Ch'ti Bouleux
- 15- Questions divers

Membres présents : Mr Pierre-Alain TAISNE, Mr Pascal FOULON, Mme Virginie BOUDAILLER MARLIER, Mr Bernard RONNEL, Mr Julien LEONARD, Mme Anabela DOMINGUES BEZELGA, Mme Janine TOURAINNE LEMAIRE, Mme Violetta LOCOSSE DE LUCA, Mme Valérie COULON DEUDON, Mr Grégory HERBIN, Mr José CARVALHO, Mme Stéphanie DESBONNET BUIRON, Mme Karine AFCHAIN GERNEZ, Mme Michèle BRULANT BANSE, Mr Jacques LERICHE, Mr Jacques RENARD

Membres représentés : Mr Frédéric BRICOUT qui a donné procuration à Mr Pierre-Alain TAISNE, Mme Valérie LEFEVRE qui a donné procuration à Mme Janine TOURAINNE LEMAIRE, Mr Eric HAVARD qui a donné procuration à Mr Pascal FOULON

Monsieur Julien LEONARD a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le procès-verbal de la séance du 5 avril 2017. Le compte-rendu est adopté à l'unanimité sans remarque particulière.

Avant de débiter, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil de bien vouloir inscrire à l'ordre du jour une question complémentaire.

La demande de Monsieur le Maire est acceptée à l'unanimité.

QUESTION COMPLEMENTAIRE : RYTHMES SCOLAIRES – DEMANDE DU RETOUR DE LA SEMAINE DE 4 JOURS

Le Maire expose que le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 autorise à « déroger » à l'organisation de la semaine scolaire de 4,5 jours.

Il permet au directeur académique des services de l'éducation nationale, sur proposition conjointe d'une commune ou d'un EPCI et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur 8 demi-journées réparties sur quatre jours, sans modifier le temps scolaire sur l'année ou sur la semaine. Le maire propose que le conseil se prononce sur le rétablissement de la semaine de 4 jours.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

Considérant les intérêts des élèves de la commune de Ligny-en-Cambrésis

Après avis du conseil d'école en date du 27 juin 2017

En considération de l'intérêt tout particulier que présente le rétablissement de la semaine de 4 jours,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- émet un avis favorable au rétablissement de la semaine de 4 jours

1^{ERE} QUESTION : AVIS SUR UN EMPRUNT CONTRACTE PAR LE CCAS

Exposé : le CCAS a décidé de recourir à un emprunt de 30 000,00 euros pour l'achat de l'immeuble situé 41 rue Faidherbe. Une délibération de la Commission d'Administration a été prise le 29 mars 2017 pour autoriser Monsieur le Président à souscrire cet emprunt auprès de la Caisse d'Epargne.

Par courrier en date du 14 avril 2017, Monsieur le Sous-Préfet a rappelé au CCAS que, conformément aux dispositions de l'article L2121-34 du CGCT, « les délibérations des centres communaux d'action sociale relatives aux emprunts sont prises sur avis conforme du Conseil Municipal ».

Cet emprunt est nécessaire pour l'acquisition de l'immeuble sis 41 rue Faidherbe pour une valeur de 65 000,00 euros auxquels il faut ajouter les frais d'actes notariés et les travaux permettant sa mise en location.

Monsieur le Maire propose donc d'émettre un avis favorable sur l'emprunt proposé par le CCAS.

Considérant que le CCAS a décidé de recourir à un emprunt de 30 000,00 euros pour l'achat de l'immeuble sis 41 rue Faidherbe,

Considérant qu'une délibération de la Commission Administrative a été prise le 29 mars 2017 pour autoriser Monsieur le Président à souscrire cet emprunt auprès de la Caisse d'Epargne,

Considérant que les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :

Montant : 30 000,00 euros,

Durée : 10 ans,

Périodicité trimestrielle,

Taux : 1,23 %

Amortissement : échéances constantes

Montant de l'échéance : 798,22 euros

Montant total des intérêts : 1 928,86 euros

Frais de dossier : 200 euros

Déblocage des fonds : à compter de la date de signature du contrat

Considérant que, par courrier en date du 14 avril 2017, Monsieur le Sous-Préfet rappelle au CCAS que, conformément aux dispositions de l'article L2121-34 du CGCT, les délibérations des centres communaux d'action sociale qui concernent un emprunt sont exécutoires, sur avis conforme du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

EMET un avis favorable sur l'emprunt sollicité par le CCAS pour l'acquisition de l'immeuble sis 41 rue Faidherbe

DONNE pouvoir à Monsieur le Maire pour faire le nécessaire en la circonstance et signer toute pièce administrative et comptable,

2^{ème} QUESTION : PARTICIPATION AUX FRAIS DE SCOLARITE DES ELEVES DE HAUCOURT-EN-CAMBRESIS

Vu l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, lequel pose le principe du libre accord entre les communes pour la fixation de la participation par élève.

Après une étude des dépenses et des recettes de fonctionnement liées aux frais de scolarité et suite à l'adoption du compte administratif de 2016, Monsieur le Maire propose de revoir au titre de l'année scolaire 2016/2017, la participation aux frais de scolarité pour les enfants de HAUCOURT-EN-CIS

Cette participation se répartie comme suit :

- Charges du personnel 230,00 euros par enfant
- Charges de fonctionnement 132,00 euros par enfant

soit une participation scolaire au titre de l'année 2016/2017 de **362 euros par an et par enfant**

Cette participation sera réajustée pour l'année 2017/2018 après le vote du Compte Administratif 2017.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de fixer la participation scolaire au titre de l'année 2016/2017 à **362 euros par élève.**

3^{ème} QUESTION : SUPPRESSION DE POSTE : BRIGADIER CHEF DE POLICE MUNICIPALE A TEMPS COMPLET

⇒ Le Maire informe l'assemblée :

Le Comité Technique Paritaire Intercommunal s'est réunie le 23 mars 2017 et a délibéré, entre autres, sur la suppression du poste de Brigadier-Chef de Police à temps complet.

Le collège des représentants du personnel a émis un avis défavorable quant à cette suppression regrettant le non remplacement du départ en retraite.

Le collège des représentants de l'administration a, quant à lui, émis un avis favorable sur ce dossier.

Au vu de cette décision, il est donc proposé aux membres du Conseil de supprimer ce poste.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

Vu l'avis du Comité technique paritaire réuni le 23 mars 2017,

DECIDE :

- de supprimer le poste de Brigadier-Chef de Police à temps complet à 15 voix POUR, 2 CONTRE (Mme Anabelle BEZELGA, Mme Violetta LOCOSSE) et 2 ABSTENTIONS (M. Jacques RENARD, M. José CARVALHO)

4^{ème} QUESTION : CREATION D'UN POSTE D'AGENT SPECIALISE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE DES ECOLES MATERNELLES

Monsieur le Maire expose :

La Commission Administrative Paritaire du 30 mars 2017 du Centre de Gestion du Nord a émis un avis favorable quant à l'intégration directe dans le grade d'Agent Spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe d'un de nos agents communal actuellement Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe.

Aussi, afin de permettre le bon déroulement de carrière de cet agent, Monsieur le Maire propose de créer, à compter du 30 juin 2017 :

- Un poste d'Agent Territorial Spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à 16 voix POUR, 1 CONTRE (Mme Michèle BRULANT) et 2 ABSTENTIONS (Mme Violetta LOCOSSE et M. José CARVALHO) :

- de créer un poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à compter du 30 juin 2017
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier

5^{ème} QUESTION : SUPPRESSION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE

Monsieur le Maire expose :

Suite à l'intégration directe d'un agent communal dans le grade d'Agent Spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe à compter du 30 juin 2017, il convient de supprimer le poste que cet agent occupe actuellement dans le grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe.

Suite à cette modification, le tableau des emplois est actualisé de la façon suivante :

EMPLOI	GRADE	Ouvert	Pourvu	Vacant
	<u>SERVICE ADMINISTRATIF</u>			
Secrétaire	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} Classe	Oui	1	0

Agent d'accueil –Etat civil – Elections	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Oui	1	0
Service urbanisme	Adjoint administratif	Oui	1 TNC	0
	TOTAL		3	0
	<u>ATELIERS MUNICIPAUX</u>			
Agent polyvalent	Adjoint Technique	Oui	2	0
	TOTAL		2	0
	<u>SERVICE ECOLE/ENTRETIEN MENAGE</u>			
Agent des écoles maternelles	ATSEM principale 2ème classe	Oui	2	0
Agent d'entretien	Adjoint technique	Oui	2	0
	TOTAL		4	0
	<u>SERVICE ANIMATION</u>			
Directeur ALSH/NAP	Adjoint d'animation	Oui	1 à compter du 01/09/2017	0
Animateur	Adjoint d'animation	Non	Agent en disponibilité	0
	TOTAL		1	0
TOTAL GENERAL			10	0

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à 16 voix POUR, 1 CONTRE (Mme Michèle BRULANT) et 2 ABSTENTIONS (Mme Violetta LOCOSSE et M. José CARVALHO) :

- de supprimer le poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet
- d'approuver le tableau des effectifs

6^{ème} QUESTION : CHOIX DU PRESTATAIRE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE 2017/2018

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Société API a actuellement en charge la fourniture et livraison des repas du restaurant scolaire de notre commune. Le tarif actuel du repas est à 2,42 TTC et la société API propose de porter son prix à 2,44 TTC pour l'année scolaire à venir.

Monsieur le Maire explique qu'il a rencontré la SOCIETE DUPONT RESTAURATION, fournisseur de la cantine scolaire de Bertry, et que ces derniers proposent le repas à 2,26 TTC pour la même prestation c'est-à-dire :

- repas 5 éléments sans pain : 2,26 € TTC
- supplément repas des aînés : 0,00
- animation
- Stock de secours en portion individuelle mis à disposition pour palier au rajout de convive de dernière minute
- Livraison pour les aînés le mardi et le jeudi au foyer rue Louise Dollez, même en cas d'effectif inférieur à 8 repas
- Maintien de la prestation durant les accueils de loisirs sauf pour les pique-niques

Toutefois, bien l'offre soit plus intéressante, Monsieur le Maire a tenu à s'assurer de la qualité de la prestation en se rendant, accompagné de Monsieur FOULON, au restaurant scolaire de BERTRY.

Au vu de la qualité des repas et de l'offre tarifaire, Monsieur le Maire propose de retenir la Société DUPONT RESTAURATION.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- accepte le choix de la Société DUPONT RESTAURATION comme prestataire de restauration collective,
- approuve les tarifs proposés par la Société DUPONT RESTAURATION
- autorise Monsieur le Maire à signer la convention

7^{ème} QUESTION : TARIF TICKET RESTAURATION SCOLAIRE 2017 – 2018 : participation des familles

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée le décret n° 2006753 du 26 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public. Ce décret pose le principe de la liberté des tarifs de la restauration scolaire et transfère l'organisation du service et la fixation des prix à la collectivité territoriale compétente. Chaque collectivité détermine ainsi le tarif applicable sous sa responsabilité.

Monsieur le Maire rappelle les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2016/2017 :

- **3,30 €** pour les enfants de Ligny-en-Cambrésis ainsi que pour les enfants des communes ne disposant pas de capacités d'accueil suffisantes pour scolariser les enfants résidant sur son territoire,
- **et 3,70 €** pour les enfants résidant à l'extérieur de Ligny-en-Cambrésis

Monsieur le Maire propose de maintenir ces tarifs pour la rentrée scolaire 2017/2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité accepte ces propositions de prix soit :

- **3,30 € le ticket** → **13,20 €** la carte de 4 tickets, pour les enfants de Ligny-en-Cambrésis
- **3,70 € le ticket** → **14,80 €** la carte de 4 tickets pour les enfants résidant à l'extérieur

8^{ème} QUESTION : TARIF TICKET DE GARDERIE MATIN ET/OU SOIR RENTRE SCOLAIRE 2017-2018 : PARTICIPATION DES FAMILLES

Monsieur le Maire rappelle le tarif Garderie scolaire appliqué pour l'année scolaire 2016/2017, celui était fixé à 0,20 cts la demi-heure et propose de reconduire ce tarif pour la prochaine rentrée scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte ces propositions de prix soit :

- accepte la proposition de prix à 0,20 centimes le ticket soit 2,00 euros la carte de 10 tickets
- dit que toute tranche horaire commencée sera due.

9^{ème} QUESTION : OFFRE D'ACHAT POUR L'IMMEUBLE COMMUNAL SIS RUE FAIDHERBE

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 5 avril dernier portant sur la mise en vente du bien immobilier communal sis rue Faidherbe cadastré ZM numéro 372.

Monsieur le Maire présente l'offre d'achat de M. et Mme DENHEZ déclarant se porter acquéreur de cet immeuble moyennant le prix de 3 500,00 euros net vendeur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** l'offre d'achat de l'immeuble sis rue Faidherbe cadastré ZM numéro 372 au prix de 3 500,00 euros,
- **DE DONNER** toutes délégations utiles au maire pour signer l'acte de vente à intervenir.

Un espace comprenant 14 cavurnes est mis à la disposition des familles, au cimetière communal, pour leur permettre d'y déposer des urnes contenant les cendres de leurs défunts.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la commune de Ligny-en-Cambrésis a réalisé un espace funéraire de 14 cavurnes au cimetière communal, il convient désormais de définir un règlement intérieur.

Monsieur le Maire donne lecture du règlement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve le règlement des cavurnes du cimetière communal

REGLEMENT DES CAVURNES DU CIMETIERE COMMUNAL

• Article 1^{er} : Définition de cavurne

La cavurne peut se définir comme un caveau aux dimensions restreintes, aménagée en sous-sol et équipée d'une dalle de fermeture en ciment, destinée à y recevoir une ou plusieurs urnes pour une durée déterminée et moyennant le versement d'un prix fixé par le conseil municipal.

Les stèles et monuments des cavurnes sont à la charge des familles et ne pourront excéder 80 centimètres de hauteur. La largeur devra être comprise entre 57 et 60 cm et la longueur entre 80 et 85 cm. Une déclaration doit être déposée auprès de la mairie au moins 48 heures avant la pose de l'ornementation.

• Article 2 : Destination des cavurnes

Des cavurnes sont mises à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes cinéraires.

Les familles peuvent déposer jusqu'à 4 urnes dans chaque cavurne.

Les familles doivent veiller à ce que la dimension et la hauteur de l'urne puisse permettre son dépôt.

En tout état de cause, la commune ne serait pas responsable si cette opération ne pouvait être effectuée pour de telles raisons.

• Article 3 : Attribution et bénéficiaires des cavurnes

Les demandes de concession de cavurne sont déposées à la mairie. Le maire désigne l'emplacement de la case concédée, au vue éventuellement, des préférences exprimées par le demandeur. La concession de la case ne prend effet qu'à la date de la signature de l'arrêté et qu'après règlement du tarif.

Elles peuvent également être concédées à une personne ayant qualité pour procéder aux funérailles au moment du dépôt de la demande de crémation ou tout autre moment postérieur à celle-ci.

Conformément aux dispositions de l'article L2223-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les cavurnes situées dans le cimetière communal sont affectées au dépôt des urnes cinéraires contenant les cendres :

- des personnes décédées sur la commune, quel que soit leur domicile,
- des personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu de leur décès,
- les personnes non domiciliées dans la commune, mais ayant été domiciliées ou possédant une sépulture de famille,
- les personnes contribuables sur la commune

- **Article 4 : Droit d'occupation**

Les concessions de cavurnes sont accordées pour une durée renouvelable de 30 ans ou de 50 ans. Les tarifs des concessions sont fixés par le conseil municipal et tenus à la disposition du public à la mairie.

Dès la demande d'achat ou de renouvellement, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.

Un acte de concession sera établi par le maire en trois exemplaires destinés au concessionnaire, au receveur municipal, et aux services municipaux.

Les urnes ne peuvent être déposées ou déplacées des cavurnes sans l'autorisation de l'autorité municipale (présence de Monsieur le Maire ou d'un adjoint).

- **Article 5 : Conditions de dépôt**

Les urnes peuvent être déposées dans les cavurnes à condition de la présentation d'un certificat de crémation attestant de l'état civil de la personne incinérée, accompagné du titre de concession.

L'identification de chaque urne est assurée par l'apposition d'une plaque gravée fournie par les pompes funèbres ou la commune.

- **Article 6 : Dépôt de l'urne**

L'ouverture et la fermeture des cavurnes seront effectuées par les pompes funèbres et en présence de Monsieur le Maire ou d'un adjoint.

- **Article 7 : Dépôt de fleurs et d'objets**

Sur une cavurne, seul un petit fleurissement est autorisé.

Aucun objet, autre que la plaque d'identification de chaque urne, ne peut être fixé sur la dalle.

Les services municipaux enlèveront immédiatement tout objet, qui sera détruit.

- **Article 8 : Renouvellement**

Les concessions sont renouvelables à l'expiration de chaque période de validité au prix du tarif en vigueur. En cas de renouvellement, le début de la nouvelle période prendra effet le lendemain de la date d'échéance de la période précédente.

Le concessionnaire ou les ayants droits pourront encore user de leur droit à renouvellement à compter de la date d'expiration, pendant une période d'un an. Passé ce délai, la concession fait retour à la commune, qui pourra procéder à un autre acte de concession, après avoir mis en œuvre la procédure de reprise de la cavurne.

- **Article 9 : Reprise de la cavurne**

A l'expiration du délai par le règlement, conformément à l'article 4, la mairie pourra ordonner la reprise de la cavurne concédée.

La décision de reprise sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage, conformément au code général des collectivités territoriales selon l'article R 2213-40.

Les familles devront faire enlever, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les urnes contenues dans les cavurnes. A l'expiration de ce délai, la mairie se verra dans l'obligation de les retirer.

Les cendres seront alors dispersées dans le jardin du souvenir et l'urne sera détruite. L'identité du défunt, ainsi que la date et le lieu de dispersion, seront inscrits sur un registre créé à cet effet.

- **Article 10 : déplacement des urnes**

Aucun retrait d'urne ne peut être effectué sans autorisation spéciale écrite et délivrée par le maire.

Cette autorisation est accordée sur présentation d'une demande écrite faite par le plus proche des ayants droits du défunt. En cas de plusieurs ayants droits, l'accord de tous est nécessaire.
Les cavurnes devenues libres avant l'expiration de la durée de la concession peuvent faire l'objet d'un abandon au profit de la commune sans remboursement.

11^{ème} QUESTION : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU P.L.U

VU le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 09 octobre 2004,
VU la délibération du 6 février 2017 prescrivant la modification simplifiée du PLU,
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-45, L153-47, L.153-48,
Monsieur le maire rappelle les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU), et les modalités selon lesquelles s'est déroulée la mise à disposition au public des pièces du dossier dans le cadre de la procédure.
L'objet de la modification simplifiée du document d'urbanisme de la commune concerne le retrait de deux emplacements réservés compte tenu de l'absence de nécessité de ceux-ci aujourd'hui au regard des évolutions récentes et des choix politiques déjà actés :

Emplacement réservé n°1 :

Désignation de l'opération : Voie de desserte de la zone d'extension

Bénéficiaire : commune

Pour une superficie de 736 m²

Aujourd'hui, l'emplacement réservé n'est plus utile, un accès piéton est disponible et éventuellement possible en aménagement cycliste, dans la continuité du chemin rural existant assurant une liaison piétonne suffisante sur une servitude déjà existante.

Il faut remarquer qu'un accès à une zone à urbaniser sur la rue de la République, route départementale 16 (donc ajoutant une grande partie de flux de véhicules), alors qu'il s'agit d'un dénivelé, n'est pas nécessairement souhaitable, en entrée de ville.

Emplacement réservé n°2 :

Désignation de l'opération : Création d'un parking aménagé

Bénéficiaire : commune

Pour une superficie de 1198 m²

Cet emplacement réservé inscrit dans le PLU ne s'avère plus nécessaire à la municipalité.

Depuis, la municipalité a récupéré un parking provenant d'une friche d'activités. Celui-ci est situé dans la rue Jules Ferry, à proximité de l'école primaire.

Il permet de disposer de 12 places de stationnement.

La procédure de modification simplifiée du PLU prescrite en vue de la suppression des deux emplacements réservés a fait l'objet des modalités suivantes concernant la mise à disposition :

- le projet de modification simplifiée du PLU de la commune, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant les avis émis par les personnes publiques associées, étaient consultables par le public en mairie pendant un mois du 27 février 2017 au 28 mars 2017 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 16h00 à 17h30,
- un registre était mis à disposition en mairie durant la même période mentionnée, pour recueillir les observations du public,
- une information relative à la modification simplifiée du PLU était par ailleurs donnée par voie d'affichage en mairie, et par une mise en ligne du dossier sur le site internet de la commune www.ligny-en-cambresis.fr
- une parution a été faite dans la presse (journal de la Voix du Nord) en date du 10 février 2017

Considérant que la procédure a été respectée et qu'aucune observation n'a été consignée sur le registre mis à disposition du public,

Considérant que le projet de modification simplifiée du PLU a été notifié le 7 février 2017 aux personnes publiques associées, avant la mise à disposition, conformément à l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme,

Considérant que des adaptations ont été apportées au dossier de modification simplifiée, pour tenir compte des remarques émises par les services de la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (DDTM), par courrier du 22 mars 2017,

Considérant que la modification simplifiée du PLU, telle qu'elle est présentée au conseil municipal, est prête à être approuvée conformément à l'article L. 153-47 du code de l'urbanisme,

Entendu l'exposé du maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

1 – d'approuver la modification simplifiée telle qu'elle est annexée à la présente,

2. Le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Ligny-en-Cambrésis et dans les locaux du Syndicat « Murs Mitoyens » à Caudry, aux jours et heures habituels d'ouverture.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

12^{ème} QUESTION : ADMISSION EN NON-VALEUR

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Trésorerie lui a communiqué un état d'admission en non-valeur suivant, le débiteur étant insaisissable,

- Titre n° 2010t-725300410429 eaux 2009 pour un montant de 177,34 euros

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, de prendre en charge l'admission en non- valeur du service des eaux, pour un montant de **177,34 euros**. Les crédits nécessaires seront portés à l'article 654 du Budget Primitif 2017 de la commune.

13^{ème} QUESTION : ACCEPTATION DE DONS ET LEGS

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de prendre une délibération acceptant de manière générale les dons et legs faits à la commune sans conditions et charges et ce jusqu'à nouvel ordre.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve l'acceptation des dons et legs au profit de la commune de manière générale et jusqu'à nouvel ordre,

- et autorise le Maire à signer tous les documents s'y rapportant. Les dons et legs seront imputés à l'article 7713.

Monsieur le Maire souligne qu'une information sera donnée au fur et à mesure de la réception des dons et legs lors des réunions du conseil municipal.

14^{ème} QUESTION : SUBVENTION A L'ASSOCIATION LES CH'TIS BOULEUX

Par manque d'éléments pour délibérer sereinement, Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'ajourner cette question, qui sera portée à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal.

Proposition acceptée à l'unanimité.

1) Rapport de la cour des comptes concernant la Communauté de Communes du Catésis et du Caudrésis :

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Pascal FOULON représentant la commune au sein de la Communauté de Communes du Caudrésis Catésis.

Le rapport a été transmis à l'ensemble des communes membres pour présentation en réunion de ce conseil. Les conseillers municipaux en ont donc logiquement été destinataires par mail afin d'en prendre connaissance et d'en débattre ce jour.

Les membres du conseil pointent unanimement les erreurs de gestion commises durant plusieurs exercices et estiment que la Communauté a vécu « largement au-dessus de ses moyens ». Mme Brulant précise qu'elle a maintes fois avec d'autres élus de petites communes, porté ce message lors des réunions communautaires. La réalisation de nombreux équipements notamment de deux piscines ont des répercussions importantes sur l'état des finances de la 4C. De plus, le choix du mode de financement du crématorium est clairement mis en cause dans le rapport de la Chambre.

Il est fortement à craindre que les attributions de compensations aux communes adhérentes soient remises en cause mais Pascal Foulon précise au conseil que les représentants communautaires continueront à se battre pour défendre les intérêts des petites communes. Il ajoute par ailleurs que les critères de répartition des attributions de compensation par la CLETC sont clairement remis en cause par les petites communes.

En conclusion, monsieur le Maire au nom de l'ensemble des membres du Conseil, craint que la commune comme l'ensemble des communes membres, soit mise à contribution pour payer la mauvaise gestion de la 4C.

2) Diagnostic amiante écoles communales :

Un courrier de l'Académie de Lille a été transmis à Monsieur le maire, pour lui rappeler l'obligation de procéder à un diagnostic amiante, dans un délai de 4 mois, dans chaque école de sa commune.

Des devis sont en cours de demande auprès de différents prestataires.

Cette dépense n'étant pas prévue lors de l'élaboration du budget primitif 2017, une délibération modificative du budget sera peut-être à prévoir, suivant le coût de l'opération.

3) Personnel communal :

Monsieur le Maire informe que la secrétaire de Mairie a sollicité une disponibilité pour convenance personnelle, de 2 années renouvelables 1 fois, à compter du 1^{er} janvier 2018. Un recrutement va avoir lieu pour son remplacement.

4) Aménagement appartement ancienne mairie :

Point à noter à l'ordre du jour du prochain conseil municipal, pour délibérer sur le montant du loyer du logement.

5) Madame Karine AFCHAIN a été sollicitée par une mère de famille :

Madame Karine Afchain sollicite Madame Virginie Boudailler en sa qualité d'adjointe déléguée à la mise en œuvre des accueils de loisirs.

Elle a été en effet contactée récemment par une mère qui a inscrit l'un de ses enfants à l'accueil de loisirs tandis que sa fille a été parallèlement recrutée dans l'équipe d'animation. Or il est a priori demandé à cette mère de « faire un choix » entre l'inscription de son fils et le fait que sa fille puisse encadrer le groupe dans lequel son fils devrait logiquement se trouver compte tenu de son âge.

Madame Karine Afchain précise que la mère a proposé que son fils soit déplacé dans un autre groupe ce qui lui a été refusé.

Madame Virginie Boudailler prend la parole et informe le conseil que l'animatrice recrutée a été informée des règles de fonctionnement internes et notamment du fait qu'il était impossible d'encadrer le groupe dans lequel son frère se trouverait, et ce pour éviter tout éventuel problème, règle que tous les animateurs ayant des frères/sœurs ou enfants au centre ont d'ailleurs respecté. Elle a donc été invitée à se positionner sur l'encadrement d'un groupe relevant d'une autre tranche d'âge, ce qu'elle ne souhaite pas.

Madame Karine Afchain précise que précédemment il est déjà arrivé que des membres d'une même famille soient présents au sein du centre à la fois comme animateur et enfant accueilli sans que cela pose problème.

Madame Virginie Boudaillier précise qu'il n'est pas souhaitable de créer un précédent et maintient sa position, estimant qu'il suffit simplement que l'animatrice encadre un autre groupe pour régler définitivement ce souci.

Monsieur José Carvalho déplore la rigidité de ces règles de fonctionnement alors que nous sommes dans le cadre d'un accueil de loisirs durant les vacances des enfants.

Monsieur le Maire conclut en précisant que les règles fixées à l'équipe d'animation seront appliquées comme prévu. Si la mère ne souhaite pas le maintien de l'inscription de son fils au centre, elle peut se faire rembourser en produisant un certificat médical.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 35.